

Direction des Services Techniques  
GB/HC/DC/RN

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 24-2021

### Chantier sur la voie publique portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public 65 Avenue Lou Mистраou

#### Le Maire de la Commune du Lavandou

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** la loi N° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis Cavatore,

**Vu** la demande en date du 20/01/2021 par laquelle **la société BATIF 83 – 151 Avenue Alphonse Lavallée – BP 76 – 83079 TOULON Cédex 9**, sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage type anti-chute sur le domaine public sis 65 Avenue Lou Mистраou,

**Considérant** que des travaux de réfection de toiture nécessitent la mise en place d'un échafaudage type anti-chute, occasionnant des restrictions à la circulation des piétons,

#### ARRETE

**Article 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, comme énoncé dans sa demande : **65 Avenue Lou Mистраou, sur 12 m<sup>2</sup> pour l'emprise d'un échafaudage type anti-chute**

**Article 2 :** Pendant les périodes de chargement ou déchargement sur le domaine public, le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la circulation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie). Elle sera mise et maintenue en place par l'entrepreneur qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Les échafaudages, dépôts de matériaux ou autre devront être éclairés la nuit. A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine.

**Article 3 :** Le pétitionnaire s'engage à assurer la continuité du passage de la circulation piétonne.

**Article 4 :** Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté, ou son représentant, du début du chantier, afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée du **Lundi 25 janvier 2021 au vendredi 5 février 2021, inclus.**

**Article 5 :** Le pétitionnaire acquittera dans la caisse du receveur municipal, la redevance fixée pour l'année en cours à **1.30 € le m<sup>2</sup> par jour d'occupation.**

**Article 6 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de biens mobiliers.

**Article 7 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants.

**Article 8 :** La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment, pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

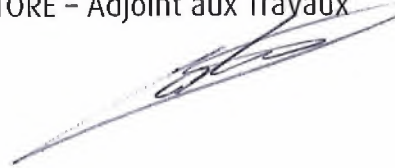
En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif, à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 9 :** Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine, BP40510 – 83041 TOULON cedex 9 – ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 10 :** Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la société BATIF 83.

Fait au Lavandou, le 21 janvier 2021

Pour Le Maire  
Denis CAVATORE - Adjoint aux Travaux



*Le Maire,*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

*Notification faite à la société BATIF 83 par mail*

*En date du .....*

